



Ouagadougou, le 01 DEC 2022

N° 022 2055 /MJDHRI/SG/DRH/SDRH

Communiqué de Madame la Ministre de la Justice et des Droits Humains, chargé des Relations avec les Institutions, relatif à la désignation de candidats pour un stage de formation

Il est porté à la connaissance de tout le personnel, la désignation de deux (02) candidats pour un stage de formation organisé par l'Agence Egyptienne de Partenariat pour le Développement (AEPD) en collaboration avec le Parquet général d'Egypte sur le thème est : **« Bonnes pratiques pour enquêter sur les crimes terroristes ».**

Le stage est prévu pour se dérouler du **13 au 21 janvier 2023** en Egypte. Les frais des billets (aller/retour), hébergement complet, le transport urbain et les frais relatifs à la formation sont pris en charge par l'Agence (AEPD).

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- Etre désigné ou travailleur dans l'organe de l'autorité de poursuite, au parquet ou au tribunal ;
- Etre apte physiquement afin de participer au programme de stage ;
- Ne pas avoir participé au paravent à ce stage de formation en Egypte ;
- Avoir un trousseau de traitement de secours du paludisme (Malaria) ;

Les dossiers de candidatures doivent comporter les pièces suivantes :

- Un curriculum vitae bien détaillé avec les contacts téléphoniques ;
- Une copie du carnet international de vaccination à jour ;
- Un certificat médical attestant que le candidat n'est pas atteint d'aucune maladie chronique ou contagieuse ;
- Un certificat médical de non-grossesse (pour les femmes) attestant que la candidate n'est pas enceinte ;
- Des bulletins séparés de résultats de tests médicaux détaillés attestant que le candidat n'est pas atteint du VIH Sida, ni d'Hépatite B non plus d'Hépatite C et ne consomme pas de substances narcotiques ;

- Une copie de la carte de vaccination contre la Covid-19 ou du passe sanitaire ;
- Une copie du passeport de l'intéressé, qui est valable pour une année minimum ;

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au **mardi 20 décembre 2022** à la Direction des Ressources Humaines (DRH).

Les candidatures féminines sont encouragées.

Toute personne qui renoncerait à sa candidature après confirmation de son voyage, serait invitée à rembourser les frais relatifs à l'annulation de son billet et devrait adresser une lettre explicative des motifs d'excuses à l'Ambassade d'Egypte.

Pièces-jointes : 01

- Lettre n°350/stg.aepd/2022 du 10/11/2022

La Ministre


Bibata NEBIE / OUEDRAOGO

Chevalier de l'Ordre de l'Étalon





Ambassade de la
République Arabe d'Egypte
- Burkina Faso -

URGENT



COP27
SHARM EL-SHEIKH
EGYPT2022



www.cop27.EG
Cop27P



COP27-EGYPT

DATE: 10/11/2022
REF.: 350/stg.aepd/2022

*L' Ambassadeur de la République Arabe d' Egypte
au Burkina Faso*

A

S.E.Mme Bibata NEBIE/OUEDRAOGO
Ministre de la Justice et des Droits humains,
Chargé des Relations avec les Institutions
Garde des Sceaux,
S/C

S.E.Mme Olivia R. ROUAMBA
Ministre des Affaires Etrangères,
de la Coopération Régionale et
des Burkinabè de l'Extérieur



Objet : demande de désignation de candidature

Pièce-jointe : note conceptuelle de la formation

Excellence Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre aimable connaissance que l'Agence Egyptienne de Partenariat pour le Développement (AEPD) en collaboration avec le Parquet général d'Egypte, organise un stage de formation intitulé « **Bonnes Pratiques pour Enquêter sur les Crimes Terroristes** ».

Veillez trouver, ci-dessous, les détails et les conditions:

I- **Les détails:**

- 1- Le stage se déroulera du **13 au 21 janvier 2023** en Egypte.
- 2- L'Agence prendra en charge les frais des billets d'avion (aller/retour), l'hébergement complet, le transport urbain et les frais relatifs à la formation.
- 3- Les dossiers des candidats sont envoyés directement à l'Ambassade.
- 4- La date limite de dépôt des dossiers est fixée au **vendredi 23 décembre 2022**.
- 5- Je vous prie, Excellence Madame la Ministre, de bien vouloir instruire les autorités compétentes afin de désigner **deux (02) candidats** et faire parvenir leurs dossiers de candidature à l'Ambassade dans les meilleurs délais.
- 6- Les candidatures féminines sont encouragées.





Ambassade de la
République Arabe d'Egypte
- Burkina Faso -

URGENT

COP27
SHARM EL-SHEIKH
EGYPT 2022



www.cop27.EG

Cop27P



COP27-EGYPT

DATE: 10/11/2022

REF.: 350/stg.aepd/2022

7- Les dossiers de candidature seront examinés par les Autorités Techniques du côté égyptien avant de procéder à la sélection finale.

II- Les conditions de candidature:

- 1- Un curriculum vitae bien détaillé avec les contacts téléphoniques.
- 2- Une copie du carnet international de vaccination à jour.
- 3- Un certificat médical attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie chronique ou contagieuse.
- 4- Un certificat médical de non-grossesse (pour les femmes) attestant que la candidate n'est pas enceinte.
- 5- Bulletins séparés de résultats de tests médicaux détaillés attestant que le candidat n'est pas atteint du VIH Sida, ni d'Hépatite B et non plus d'Hépatite C, et ne consomme pas de substances narcotiques.
- 6- Une copie de la carte de vaccination contre la Covid-19 ou du passe sanitaire.
- 7- Une copie du passeport de l'intéressé (e), qui est valable pour une année au minimum.
- 8- Etre désigné ou travailleur dans l'organe de l'autorité de poursuite, au parquet ou au tribunal.
- 9- Etre apte physiquement afin de participer au programme du stage.
- 10- Ne pas avoir participé au paravent à ce stage de formation en Egypte.
- 11- Etre en possession d'un trousseau de traitement de secours du Paludisme (Malaria) au cas où les symptômes apparaissent au Caire.
- 12- Tout candidat qui décide de renoncer à sa candidature après confirmation de son voyage, est invité à rembourser les frais relatifs à l'annulation de son billet et adresser une lettre explicative des motifs d'excuses à l'Ambassade d'Egypte.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Excellence Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Ibrahim Elkhoul

M
Ambassadeur d'Egypte



THE ARAB REPUBLIC OF EGYPT
The Public Prosecution Office
International cooperation, and human rights Department

CONCEPT NOTE

Workshop on "The good practices in investigating terrorism crimes"

Main proposed date: from 18 to 22 December 2022

Alternative suggested date: from 15 to 19 January 2023

I. Introduction

Within the framework of the mutual cooperation between the Egyptian Public Prosecution and the Egyptian Agency of partnership for development "EAPD", it was agreed to hold series of workshops target prosecutors from African and Commonwealth countries. The Egyptian Agency of partnership for development is established on the first of July 2014, under the cabinet degree numbered 959 of year 2013, after merging "The Egyptian Fund for Technical Cooperation with Africa and "The Egyptian Fund for Technical cooperation with the countries of Commonwealth; such a decree was to create an agency reflects the strong political leadership's backing to maximize the Egyptian's presence in African and the Islamic countries; deepen and strengthen the Egyptian ties with those countries; and support the efforts to achieve sustainable development. EAPD aims at taking an essential role in promoting the Egyptian efforts in the field of international cooperation, especially South-South cooperation, in areas related to sustainable development in African and Islamic countries, that would be through providing technical support in various fields, capacity-building programs, training courses, humanitarian aid, and emergency aid if needed, in addition to organizing seminars and field visits.

Considering the fact that the Egyptian public prosecution is an integral part of the judiciary; The Egyptian public Prosecution in accordance to Article 1 of the Egyptian Criminal Procedure Law (ECP) is the sole competent body to file and investigate legal action and the authority having the conduct of the criminal matter within the Arab Republic of Egypt and the Prosecutor General is in accordance to Article 2 of the same Law is the one mandated to initiate and investigate criminal action by himself or by any of the prosecutors; The Egyptian Public Prosecution currently presides over the African Prosecution Association "APA"; a regional association includes thirty-five members of the African Public Prosecution services; it was officially established



THE ARAB REPUBLIC OF EGYPT
The Public Prosecution Office
International cooperation, and human rights Department

in 2004 with the main purpose to create a regional forum facilitates the judicial cooperation among the African public prosecution services to stand against transnational organized crime, and its serious implications on the security and safety of the African countries;

The Egyptian Prosecution presides, as well, the Arab Association for Prosecutors (AAP), which is also a regional association; the idea for its establishment was emerged during the first regional conference for the Middle East and North Africa on "strengthening international cooperation in confronting the escalating threat of terrorist financing and money laundering" held in Cairo on April 25, 2019, The AAP includes seven Arab Public Prosecution services; with the aim to raise and spread legal awareness of basic standards and principles in criminal justice management systems and their practical applications; support the rule of law; enhance international cooperation and anti-corruption measures; exchange legal expertise, and develop technical and administrative capabilities and skills for Arab Prosecutors.

The Egyptian Public Prosecution, given to its long experience in investigating several terrorist crimes with national, regional or international effects, has been aware that the past decade would witness rapid growth in the rates of terrorism crimes, which resulted into negative effects on the lives and rights of individuals and the public and private property. From here, the importance of developing a legal framework to combat terrorism crimes, strengthening legal and judicial cooperation between public prosecution services around the world, and exchanging good practices to combat terrorism crime was manifested.

Thereupon and within the framework of mutual cooperation between the Egyptian Public Prosecution and the Egyptian Agency for Partnership for Development, it was agreed to hold a training workshop on the good practices in investigating terrorism crimes to deal with the legal tools and means to combat terrorism crimes; to exchange experiences, visions, and viewpoints in investigating this type of crime; how to protect victims and witnesses of this crime; and enhance judicial cooperation in this regard.



THE ARAB REPUBLIC OF EGYPT
The Public Prosecution Office
International cooperation, and human rights Department

II. Topics will be covered under the workshop

- The international and regional framework for combating terrorism,
- Good practices of interrogating the accused of terrorism;
- How to obtain physical evidence(s) and how to manage crime scene in terrorism crime(s),
- Financial investigations to track sources of funding for terrorist crimes: introduction and challenges;
- The challenges of dealing with victims of terrorist crimes,
- Mechanisms and the best utilization of international judicial cooperation in investigating and prosecuting terrorism crimes;

III. Expected outcomes

The planned training workshop would target the largest possible number of African countries with the view to provide opportunity for public prosecutors to exchange experiences, visions and viewpoints to reach the following:

- Maximizing the use of international judicial cooperation mechanisms, to include extradition and mutual legal assistance requests.
- Identify the best practices and challenges in combating terrorist crimes.
- Exchange the best practices on utilizing the information technology means in criminal investigation proceedings.
- Recognize the regional and international frameworks on combating terrorism.
- Having access to the best practices in protecting victims and witnesses of terrorism crimes and how to extract evidence evidences.



" Les bonnes pratiques pour enquêter sur les crimes terroristes "
Du 15/01/2023 au 19/02/2023

Pays	
Nom (Prenom/Nom)	
Date de Naissance	
Profession	
Lieu de Travail	
Adresse	
E-mail	
Numero de Telephone	